

Pour la victoire des cheminots, grève générale jusqu'au retrait du projet de loi !

Les travailleurs de la SNCF et de RFF sont en grève depuis le 10 juin contre le projet de loi Hollande-Valls-Cuvillier dont l'objectif est de préparer la privatisation (prévue pour 2019-2022).

Alors que le fret de marchandises a été privatisé en 2003, que de nombreuses structures de la SNCF sont « externalisées », que les acquis sociaux sont attaqués (droit à la retraite, mutuelle, logement, allocations familiales...), que les embauches sont précaires, que de nombreux postes statutaires sont supprimés, le gouvernement PS-PRG avance vers la privatisation de la SNCF, comme ses prédécesseurs l'ont fait avec les PTT, EDF-GDF... ce qui implique, nécessairement, de s'en prendre au statut des cheminots, à leurs conditions de travail (temps de repos, salaires, congés...).

Les travailleurs de la SNCF ont raison de s'opposer à ce plan de privatisation et de flexibilité, d'affronter le gouvernement au service de la bourgeoisie française. Ils le font pour se défendre eux-mêmes et réintégrer leurs camarades de RFF, de la SERNAM et tous les sous-traitants ; pour défendre l'ensemble des salariés, jeunes, retraités, etc. pour qui la privatisation de la SNCF serait une nouvelle dégradation de leurs conditions de vie, comme en témoigne la régression survenue en Grande-Bretagne après la privatisation du rail de 1993.

Le président de la République Hollande, son premier ministre Valls ont clairement dénoncé la grève et appelé à ce qu'elle cesse dans « l'intérêt national ».

En ne cédant pas aux injonctions du gouvernement et des médias aux ordres, les cheminots sont la pointe avancée des travailleurs dans le combat contre les plans du capital qui veut rétablir son profit en réduisant partout les salaires, détruisant les statuts, les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Une victoire des cheminots marquerait un coup d'arrêt à la vague d'attaques menées par le gouvernement au compte du patronat. Une victoire des cheminots conforterait la bataille des intermittents du spectacle, celle des hospitaliers, elle ouvrirait une perspective à toute la classe ouvrière pour défaire l'État bourgeois.

Les bureaucraties syndicales, toutes financées par l'État, la SNCF et RFF, font leur possible pour enrayer et arrêter la grève. Certaines (UNSA, CFDT) se sont prononcées pour la reprise après avoir signé avec Cuvillier un protocole d'accord qui maintient le projet de loi. D'autres (CGT, SUD, FO) pratiquent un double

langage en appelant à des grèves reconductibles site par site, tout en continuant à « négocier » avec le patron et le ministre l'attaque contre les cheminots, à « améliorer » le projet de loi.

Ainsi, le secrétaire général de la CGT, Lepaon, ose déclarer dans une interview en plein conflit contre la réforme :

« La CGT n'a jamais demandé le report ni le retrait du projet de loi. » (Le Parisien, 14 juin 2014)

À la place du retrait que veulent les grévistes, il mentie « des négociations pour sortir de la grève », alors que la CGT et SUD ont participé, comme tous les autres syndicats, aux tractations qui durent depuis 18 mois et qui ont abouti au projet gouvernemental.

« En janvier, la direction de la SNCF et ses organisations syndicales mettent la dernière main à un accord sur la qualité de travail... La CGT a été l'un des syndicats les plus assidus pour négocier en toute discrétion les amendements au projet de loi de réforme... » (Le Monde, 17 juin 2014)

À l'étape actuelle, les travailleurs sont éclatés site par site alors que les directions syndicales sont, elles, centralisées et qu'elles négocient à l'échelle nationale le projet sans le remettre en cause. Si les travailleurs ne veulent pas être trahis comme en 2003, 2007 et 2010, il est indispensable que les assemblées générales élisent des comités de grève et les centralisent dans une coordination nationale.

Il faut imposer aux responsables de la CGT, SUD, FO, UNSA, CFDT de rompre le « dialogue social » avec la direction de l'entreprise et le gouvernement. Il faut leur imposer d'appeler à la grève générale de la SNCF, de RFF et de la SERNAM jusqu'au retrait du projet de loi Hollande-Cuvillier !

Il faut leur imposer d'organiser dans tout le pays des collectes de solidarité pour soutenir les cheminots grévistes et d'appeler ensemble tous les travailleurs du pays à une manifestation nationale à l'Assemblée nationale pour empêcher le vote du projet de loi !

17 juin 2014

Groupe marxiste internationaliste [section française du Collectif révolution permanente]

groupemarxiste.info

